



PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRÊTE PRÉFECTORAL portant mise en demeure

Société AXIA
Commune d'ESSERTS BLAY

LE PRÉFET DE LA SAVOIE

*Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 portant autorisation d'exploiter par la société AXIA POUGET un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi qu'un centre de tri de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage (VHU) sur le territoire de la commune de La Bathie et d'Esserts Blay ;

VU l'arrêté préfectoral du 01 octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay, et notamment ses articles 1-2-1 (définissant les rubriques autorisées sur le site) et 7-1-1 (définissant les capacités maximales de stockage des déchets accueillis sur le site) ;

VU le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées établi suite à une visite d'inspection du 8 août 2019 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 14 août 2019 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 8 août 2019 il a été constaté les infractions suivantes aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/10/15 :

- les stocks de déchets de bois et de déchets non dangereux non inertes dépassent les limites fixées aux articles 1.2.1 et 7.1.1 ;
- la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux prévue à l'article 6.3.4 n'est pas assurée, compte tenu du volume important de déchets entreposé ;
- l'accès à la plateforme de pompage aux engins du SDIS prévu à l'article 6.5.2 est impossible dans les conditions observées lors de la visite, compte tenu du volume important de déchets entreposé ;

- deux bennes de batteries usagées sont stockées au milieu du stock de déchets non dangereux non inertes et en partie recouvertes par ces derniers, en infraction à l'article 7-1-12, point 7-1-12-4.

CONSIDÉRANT que le surstockage de déchets combustibles est de nature à augmenter les risques d'incendie de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que l'encombrement de la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux limite les possibilités d'action des services de secours en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'impossibilité d'accès aux véhicules de secours à la plateforme de pompage en eau d'extinction dans le plan d'eau attenant au site réduit considérablement les moyens internes de lutte contre l'incendie et est de nature à aggraver les conséquences d'un incendie sur l'environnement et les populations riveraines ;

CONSIDÉRANT que le stockage de deux bennes de batteries usagées (déchets dangereux) au milieu du stockage de déchets non dangereux, non inertes peut induire un départ de feu et générer des émissions de plomb (substance dangereuse) en cas d'incendie ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1

La Société AXIA représentée par son président Richard TUMBACH, dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 2015 :

dans un délai de 48h :

- entreposer les déchets dangereux, et notamment les batteries usagées, dans les conditions prévues à l'article 7-1-12, point 7-1-12-4.

dans un délai de 7 jours :

- rétablir l'accès aux véhicules de secours à la plateforme de pompage en eau d'extinction, et maintenir cette dernière dans les dispositions prévues par l'article 6.5.2 ;
- rétablir la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets prévue à l'article 6.3.4.

dans un délai d'un mois :

- déstocker les déchets de bois et les déchets non dangereux non inertes entreposés sur le site, de manière à respecter les limites fixées aux articles 1.2.1 et 7.1.1.

Afin de faciliter ce déstockage, les réceptions de ces deux types de déchets sont interdits jusqu'à l'atteinte des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} octobre 2015.

Article 2

Les délais fixés à l'article 1 du présent arrêté courent à compter de la date de notification à l'exploitant.

Article 3 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 4 : Délais et voie de recours

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délais, prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

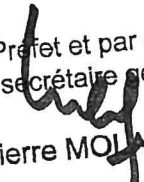
Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire d'Essert-Blay.

Chambéry, le **03 SEP. 2019**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER

